

(N° 185.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MARS 1920.

Proposition de loi

portant abrogation de l'arrêté-loi du 5 avril 1916 concernant les articles 15 à 18
du Code de Procédure pénale pour l'Armée.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le 5 avril 1916 les Ministres de la Guerre et de la Justice soumirent à la signature du Roi un arrêté-loi ainsi conçu :

« ARTICLE UNIQUE.

» Les articles 15, 16, 17 et 18 du Code de Procédure pour l'armée de terre
» publié par arrêté du prince-souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas,
» en date du 20 juillet 1814 et rendu applicable aux troupes belges par
» arrêté en date du 21 août de la même année, sont abrogés ».

Les articles du Code de 1814 ainsi abrogés portent :

« ART. 15.

» Si le détenu se trouve lésé soit par l'arrestation, soit par la peine qui lui
est imposée, en sorte qu'il pense avoir été arrêté à tort ou puni innocem-
ment, ou trop sévèrement, il pourra en porter sa plainte et demander même
que l'affaire soit examinée par un conseil de guerre.

» ART. 16.

» Lorsqu'on aura demandé l'examen d'un Conseil de guerre à l'effet que
dessus, l'officier commandant ne pourra le refuser, pourvu que le plaignant
reste en état d'arrestation, ou qu'il s'y remette avant tout s'il a déjà été
relâché.

» ART. 17.

» Le Conseil de guerre devra ensuite examiner l'affaire, et, s'il trouve que
le plaignant est fondé dans sa plainte, il aura soin que le tort qui lui aura été
fait soit convenablement redressé.

» Art. 18.

» Mais lorsque le Conseil de guerre aura trouvé la plainte tellement dénuée de fondement ou de solidité, qu'elle ne puisse être attribuée qu'à une extrême irrévérence, le plaignant en sera puni conformément à la loi ».

Ces dispositions constituaient, en faveur de tous les militaires, un moyen de défense et un mode de recours contre l'arbitraire et les injustices dont, à tort ou à raison, ils pouvaient se croire les victimes.

Était-il opportun ou non de retirer, pendant la durée des hostilités à une catégorie de citoyens, le bénéfice de textes légaux qui les protégeaient efficacement ?

La réponse à cette question sort du cadre de ces développements.

Ce qui est certain cependant c'est que l'armée étant aujourd'hui sur le pied de paix il convient de restituer à ses membres toutes les garanties pour leur permettre de se défendre contre l'arbitraire dont ils pourraient estimer avoir à se plaindre.

C'est là le but poursuivi par la présente proposition de loi.

MAURICE CRICK.

ANNEXE

RAPPORT AU ROI

concernant l'arrêté-loi du 5 avril 1916 portant abrogation
des articles 15 à 18 du Code de 1814.

SIRE,

Les articles 15 à 18 du Code de procédure pénale pour l'armée de terre de 1814 donnent au militaire puni la faculté de porter plainte contre le supérieur qui a infligé la punition et de demander que l'affaire soit examinée par le Conseil de guerre ou par la Cour militaire, d'après le grade du supérieur mis en cause.

Cette procédure, offre, même en temps de paix, des inconvénients si nombreux et si graves que la Commission extraparlamentaire qui fut chargée naguère de préparer un projet de Code de procédure pénale militaire, se trouva unanime à en proposer la suppression.

Voici comment s'exprimait son rapporteur :

« Cette institution qui ne se trouve ni dans l'armée allemande, ni dans l'armée française, n'a de raison d'être dans un pays comme le nôtre, où tous les actes de la vie publique sont passés au crible de la presse et de l'opinion où les règlements donnent au militaire qui se croit lésé le droit de porter ses réclamations jusqu'au Roi, où il peut encore en saisir le pouvoir législatif par voie de pétition, et où tout abus d'autorité est sévèrement réprimé. De plus, elle est funeste à la discipline, car, il a été parfois donné de voir des militaires de rang inférieur, instigués par des personnes étrangères à l'armée, obéissant à des mobiles passionnés qui n'avaient rien de commun avec les choses militaires, réclamer en justice contre une punition d'un de leurs chefs, sans essayer et en refusant même formellement de soumettre leur réclamation au chef de rang supérieur qui aurait pu, le cas échéant, leur donner satisfaction.

» Une telle situation ne saurait être maintenue sans danger pour la discipline de l'armée ; elle pourrait, à certains moments, être exploitée par des adversaires de nos institutions, qui déjà cherchent à détourner nos soldats de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs.

» D'ailleurs, un recours quelconque contre la décision d'une autorité ayant agi dans le domaine de sa compétence ne devrait pas impliquer une accusation contre cette autorité. En obligeant le militaire à prendre l'attitude d'un plaignant incriminant son supérieur, on lui fait une situation difficile, préjudiciable et peut-être fort éloignée de sa pensée.

» Cette situation est cependant inhérente au système, à ce point qu'au cas

» d'insuccès, devant le juge, de la plainte, l'officier s'expose à être mis en
 » non-activité. Quand on permet au militaire d'en appeler de son supérieur
 » à une autre autorité, l'équité veut qu'on s'attache à diminuer le caractère
 » irrévérencieux de l'appel, au lieu de l'accentuer, comme le fait le
 » système actuel.

» C'est aussi au détriment du militaire puni qu'on l'oblige à porter sa récla-
 » mation devant un tribunal répressif ; elle y prend un retentissement qui
 » s'étend à la punition elle-même et aux faits qui l'ont motivée.

» Enfin, le système est discrédité dans l'armée, parce qu'il méconnaît les
 » saines traditions suivant lesquelles le militaire qui se croit lésé par son
 » chef doit déférer sa réclamation au commandant supérieur, par la voie
 » hiérarchique. Les faits et les mesures disciplinaires sont d'ordre intérieur.

» Au point de vue juridique, c'est une inconséquence de recourir aux tri-
 » bunaux militaires, en supprimant les garanties ordinaires de la justice : la
 » publicité, les débats contradictoires, l'admission d'un avocat dans la juris-
 » prudence et la pratique sont fixés en ce sens (*Cass. 23 juin 1873 Pas. 1873*
 » *p. 236*). On a reculé avec raison devant les dangers qu'offraient pour le
 » prestige de la discipline et de l'autorité dans l'armée la publicité et les
 » débats irritants sur des faits souvent intimes de la vie militaire.

» C'est une inconséquence aussi d'autoriser la plainte devant des tribunaux
 » militaires, contre les punitions disciplinaires, alors qu'elle n'est pas per-
 » mise contre les mesures disciplinaires, car celles-ci constituent souvent
 » des peines plus graves que des punitions.

(*Voir Pandectes Belges V° discipline militaire n° 38 et suivants*).

» Si l'on songeait à modifier l'institution actuelle, en créant un véritable
 » recours en appel n'emportant pas l'incrimination du supérieur et déferé
 » au juge compétent à l'égard du militaire puni on rencontrerait d'autres
 » difficultés. Les appels seraient nombreux. La nature essentielle de la répres-
 » sion disciplinaire serait altérée. La décision d'un colonel, d'un général,
 » du Ministre de la guerre serait réformée par des capitaines et des lieu-
 » tenants.

» Eu égard à ces diverses considérations, les membres de la Commission
 » sont unanimement d'avis que le nouveau Code ne doit contenir aucune
 » disposition analogue aux articles 15 à 18 du Code abrogé ».

Ce sont les raisons, plus péremptoires encore en temps de guerre, qui nous
 déterminent, SIRE, à soumettre à la signature de Votre Majesté l'arrêté-loi
 ci-joint.

Le Ministre de la Guerre,

Ch. DE BROCCQUVILLE.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

Sainte-Adresse, le 2 avril 1916.

PROPOSITION DE LOI

portant abrogation de l'arrêté-loi du 5 avril 1916 concernant les articles 15 à 18 du Code de procédure pénale pour l'armée.

ARTICLE UNIQUE.

L'article unique de l'arrêté-loi du 5 avril 1916 est abrogé.

Les articles 15, 16, 17 et 18 du Code de procédure pénale pour l'armée de terre de 1814 sont de nouveau mis en vigueur.

WETSVOORSTEL

tot intrekking van het besluit-wet van 5 April 1916 betreffende de artikelen 15 tot 18 van het Wetboek van Militaire Strafvordering.

EENIG ARTIKEL.

Het eenig artikel van het besluit-wet van 5 April 1916 wordt ingetrokken.

De artikelen 15, 16, 17 en 18 van het Wetboek van Strafvordering voor de landmacht van 1814 treden opnieuw in werking.

Maurice CRICK,
Victor ERNEST,
Jules MATHIEU,
DU BUS DE WARNATTE,
J. DE GÉRARDON,
Fernand COCQ.

(11)

(11)

(1)

(N^o 188.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MAART 1920.

Wetsvoorstel

tot intrekking van het besluit-wet van 5 April 1916 betreffende de artikelen 15 tot 18 van het Wetboek van Militaire Strafprocedure.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 5 April 1916 onderwierpen de Ministers van Oorlog en van Justitie aan 's Konings handteekening een besluit-wet, luidende als volgt :

« EENIG ARTIKEL.

» De artikelen 15, 16, 17 en 18 van het Wetboek van Strafprocedure van het leger te lande, uitgevaardigd bij besluit van den Souvereinen Prins van de Vereenigde Provinciën der Nederlanden, gedagteekend 20 Juli 1814 en toepasselijk gemaakt op de Belgische troepen bij besluit van 21 Augustus van hetzelfde jaar, zijn afgeschaft. »

De aldus ingetrokken artikelen van het Wetboek van 1814 luiden :

« ARTIKEL 15.

» De gevangene, die zich bezwaard acht hetzij over het arrest, hetzij over de hem opgelegde straf, zoodat hij meent ten onrechte in arrest te zijn ofwel onschuldig of te streng gestraft te zijn, kan hieromtrent zijn beklag doen en zelfs vragen dat de zaak door een Krijgsraad onderzocht worde.

» ARTIKEL 16.

» Werd het onderzoek vanwege een Krijgsraad tot gezegd doeleinde aangevraagd, dan kan de bevelvoerende officier dit niet weigeren, mits de aanklager in arrest blijft of, ingeval hij reeds losgelaten werd, hij voor alles zich opnieuw in arrest begeeft.

» ART. 17.

» Daarna moet de Krijgsraad de zaak onderzoeken en, ingeval hij bevindt dat het beklag van den aanklager gegrond is, moet zij er voor zorgen dat het hem toegebrachte bezwaar behoorlijk hersteld worde.

» ART. 18.

» Doch, wanneer de Krijgsraad bevindt dat het beklag zoo weinig gegrond of juist is, dat het alleen aan eene uiterste oneerbiedigheid kan worden toegeschreven, wordt hij, die het beklag deed, uit dien hoofde overeenkomstig de wet gestraft. »

Deze bepalingen waren voor al de militairen een verdedigingsmiddel en eene wijze van beroep tegen de willekeur en de onrechtvaardigheden, waarvan zij, terecht of ten onrechte, zich het slachtoffer konden wanen.

Was het al of niet gepast, gedurende de vijandelikheden, aan eene klasse ingezetenen het voordeel te onttrekken van wetsteksten, waardoor zij doelmatig werden beschermd?

Het antwoord op deze vraag valt buiten het kader dezer toelichting.

Zeker is het niettemin dat, nu het leger op vredesvoet is, het past zijne leden opnieuw in het bezit te stellen van al de waarborgen, waardoor het hun toegelaten wordt zich te verdedigen tegen de willekeur, waarover zij meenen zich te moeten beklagen.

Dat is het doel, hetwelk door dit wetsvoorstel beoogd wordt.

MAURICE GRICK.



BIJLAGE

Besluit-wet van 5 April 1916 tot intrekking van de artikelen 15 tot 18 van het Wetboek van 1814.

VERSLAG AAN DEN KONING.

SIRE,

Bij de artikelen 15 tot 18 uit het Wetboek van strafvordering voor het leger te lande, van 1814 wordt aan den gestraften militair het vermogen toegekend klacht in te dienen tegen den overste die de straf oplegde en te vragen dat de zaak zou onderzocht worden door den krijgsraad of door het krijgsgerechtsof naarmate den graad van den betrokkenen overste.

Deze rechtspleging levert, zelfs in vreedetijd, zoo vele en zulke ernstige bezwaren op, dat de extraparlamentaire commissie, die eertijds belast werd een ontwerp van wetboek voor militaire strafvordering voor te bereiden, onder hare leden het eens was om de afschaffing er van voor te stellen. Haar verslaggever zei namelijk het volgende :

« Deze instelling die noch in het Duitsche, noch in het Fransche leger » gevonden wordt, heeft geene reden van bestaan in een land zooals het » onze, waar al de daden van het openbare leven door pers en volksmeening » aan den toets eener grondige kritiek worden onderworpen, waar de » reglementen aan den militair die meent benadeeld te zijn het recht geeft » zijne klachten tot bij den Koning in te dienen, waar hij ze ook door middel » van verzoekschrift, voor de wetgevende macht kan brengen, en waar » alle misbruik van gezag streng beteugeld wordt.

« Zij is daarenboven schadelijk voor de tucht; het is immers gebeurd, » dat militairen van lagere rang, aangehitst door personen die buiten het » leger stonden, en gehoor gevend aan hartstochtelijke beweegredenen » welke niets gemeenschappelijks hadden met de militaire zaken, bij het » gerecht hun beklag deden tegen eene straf door eenen hunner oversten » toegepast, terwijl zij niet trachtten of zelfs uitdrukkelijk weigerden hun » beklag over te maken aan hunnen bevoegden meerdere, die, bij voorkomend geval, hun voldoening had kunnen schenken.

« Dergelijke toestand kan niet blijven voortbestaan, zonder de tucht van » het leger in gevaar te brengen; in sommige omstandigheden zou die » toestand te baat kunnen genomen worden door de bestrijders onzer » instellingen, die van stonden aan reeds trachten onze soldaten af te » wenden van de onderdanigheid welke zij aan hunne oversten verschuldigd zijn.

« Overigens, welk beroep ook genomen werd tegen de beslissing eener » overheid handelend in het domein harer bevoegdheid, zou geene beschuldiging moeten medebrengen tegen deze overheid. Door den militair te

» dwingen de houding aan te nemen van een klager die zijnen overste
» beschuldigt, stelt men hem in een moeilijken en nadeeligen toestand aan
» denwelken hij misschien ver was te denken.

» Deze toestand is nochtans met het stelsel innig verbonden, in zulke
» mate dat, in geval van mislukking vóór den beoordeelaar der klacht, de
» officier zich blootstelt op non-activiteit gezet te worden.

» Als men aan den militair toelaat zich tegen zijnen overste op een andere
» overheid te beroepen, moet men ook trachten, om billijk te zijn, het
» oneerbiedige dat [in zulk een beroep ligt te verzachten, in plaats van het
» te versterken, zooals het huidig stelsel het doet.

» Het is ook ten nadeele van den gestraften militair dat men hem dwingt
» zijne klacht voor eene beteugelende rechtbank te brengen; zij krijgt er
» een weerklank welke zich uitbreidt én op de straf zelve én op de feiten die
» er aanleiding toe gaven.

» Ten slotte, heeft het stelsel de achting van het leger niet, omdat het de
» gezonde tradities miskent naar dewelke de militair die door zijnen overste
» benadeeld meent te zijn, zijne klacht heeft in te dienen bij den opperbevel-
» hebber, den weg der rangorde volgend. De feiten en maatregelen aan-
» gaande tucht, behooren tot het domein der inwendige orde.

» Uit rechtskundig oogpunt is het niet overeen te brengen zijne toevlucht
» tot de militaire rechtbanken te nemen, terwijl men de gewone waarbor-
» gen der gerechtigheid afschaft, te weten : de ruchtbaarheid, de tegenstrij-
» dige debatten, het aannemen van een advocaat. En in dezen zin is het
» toch dat de rechtspleging en de practijk zijn vastgesteld. (Cass. 23 Juni
» 1873, Pas., 1873, bl. 526.) Met reden is men achteruitgegaan voor de
» gevaren die voor het aanzien der tucht en het gezag in het leger zouden
» kunnen voortspruiten uit de ruchtbaarheid en uit de prikkelende debatten
» betreffende vaak persoonlijke en kiesche feiten uit het militaire leven.

» Onlogisch is het evenzoo, eenerzijds het recht te geven zich voor de
» militaire rechtbank te beklagen over tuchtstraffen; terwijl anderzijds dit
» recht wordt geweigerd als het tuchtmaatregelen geldt; want deze zijn
» dikwijls strenger dan de straffen. (Zie *Pandectes Belges*, V^o *Discipline*
» *militaire*, n^o 38 en volgende.)

» Zoo men er aan dacht het huidige stelsel te wijzigen door het instellen
» van een waar beroep, waarbij de overste niet door het feit zelve zou wor-
» den beschuldigd en dat zou gebracht worden voor den ten opzichte van
» den gestraften militair bevoegden rechter, zouden andere moeilijkheden
» oprijzen. De gevallen van beroep zouden talrijk zijn. De wezenlijke aard
» der tuchtelijke beteugeling zou geschonden zijn. De beslissing van een
» kolonel, van een generaal, van den Minister van Oorlog zou gewijzigd
» worden door kapiteins en luitenanten.

» Om deze verscheiden overwegingen, zijn al de leden der Commissie het
» eens dat het nieuwe wetboek geen enkele bepaling moet inhouden van den
» aard der artikelen 15 tot 18 uit het afgeschafte wetboek. »

Deze redenen zijn het die, nog meer afdoende in tijd van oorlog, ons er

toe nopen, SIRE, aan Uwe Majesteit, hierbijgaand besluit-wet ter ondertekening aan te bieden.

Wij zijn,

SIRE,

van Uwe Majesteit,

de zeer eerbiedige en trouwe dienaars.

De Minister van Oorlog,

CH. DE BROQUEVILLE,

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

Sainte-Adresse, den 2 April 1916.

PROPOSITION DE LOI

portant abrogation de l'arrêté-loi du 5 avril 1916 concernant les articles 15 à 18 du Code de procédure pénale pour l'armée.

ARTICLE UNIQUE.

L'article unique de l'arrêté-loi du 5 avril 1916 est abrogé.

Les articles 15, 16, 17 et 18 du Code de procédure pénale pour l'armée de terre de 1814 sont de nouveau mis en vigueur.

WETSVOORSTEL

tot intrekking van het besluit-wet van 5 April 1916 betreffende de artikelen 15 tot 18 van het Wetboek van Militaire Strafvordering.

EENIG ARTIKEL.

Het eenig artikel van het besluit-wet van 5 April 1916 wordt ingetrokken.

De artikelen 15, 16, 17 en 18 van het Wetboek van Strafvordering voor de landmacht van 1814 treden opnieuw in werking.

Maurice CRICK,
Victor ERNEST,
Jules MATHIEU,
DU BUS DE WARNATTE,
J. DE GÉRARDON,
Fernand COCQ.

